

RENAISSANCE

JOURNAL POLITIQUE

ABONNEMENTS

Un An. 10 fr.
Six Mois. 5 »
ENVOI FRANCO PAR LA POSTE
Etranger. Port en sus

ADMINISTRATION

Tout ce qui concerne l'Administration
Abonnements, Articles d'argent
Doit être adressé à M. A. ALRICY
Imprimerie Labaume, cours Lafayette, 5

RÉDACTION

Adresser les communications
A M. COSTE-LAUME, Directeur
Cours Lafayette, 5, Lyon
LES MANUSCRITS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES

Fermier général : V. FOURNIER
Directeur de l'AGENCE DE PUBLICITÉ
Rue Confort, n° 14
LYON

FRANC PARLER

Quelle semaine, mes amis, quelle semaine !
Nous en frémissons encore. La commune à Paris, la guerre en Orient, les Prussiens en Champagne, la dégringolade à la Bourse ; toutes les calamités semblent s'être donné rendez-vous sur notre malheureuse France, mise à mal par la République.
Les temps sont venus, comme dit l'autre, La désorganisation sociale, la désorganisation de l'armée, la désorganisation de la magistrature, la désorganisation du jésuitisme portent leurs fruits naturels. Nous devons nous attendre à des choses inouïes.
Le général Thomassin par-ci, les calebrendaines de Rochefort par-là, le voyage de Cherbourg lui-même, sont des pronostics effrayants qu'il faut être aveugle pour ne pas voir.
Qui sait, en effet, si ce voyage de Cherbourg ne sert pas à masquer un projet de descente en Angleterre ? Ce Gambetta est si madré !
Après nous avoir mis sur le dos l'Allemagne, l'Autriche, la Turquie et l'Espagne, il est bien capable d'aller déclencher la guerre aux îles britanniques et de tenter une pointe sur les grandes Indes, dans le simple but de détourner les esprits de la question cléricalle, et de créer un puissant dérivatif à la dernière démission du substitut Molinard !
La France étant perdue, faute de cent soixante-quinze procureurs réactionnaires, il s'agit de relever son prestige et de tirer la République d'embaras, en nous lançant dans une guerre terrible qui nous coûterait cinq cent mille hommes, quinze milliards et quatre provinces.
Tel est le plan machiavélique de cet affreux Gambetta, telles sont les concep-

tions épileptiques du *fou furieux* de la Défense nationale.

Les échauffements de la canicule peuvent faire excuser bien des extravagances, mais nous ne pensions pas qu'ils iraient jusqu'à provoquer des divagations aussi grotesques et des dérangements aussi profonds dans le cerveau des entrepreneurs de péril social et de guerre étrangère.

Il faut que tous les plébiscitaires fourbus, que tous les officiels édentés qui criaient jadis : à Berlin ! aient absolument perdu la tête, pour effrayer l'opinion publique avec le fantôme de Tamerlan-Gambetta.

Où, comment, en quoi et contre qui, Gambetta peut-il lancer le pays dans une aventure belliqueuse ?

Est-ce Gambetta qui a le droit de déclarer la guerre ?

Est-ce Gambetta qui commande nos forces de terre et de mer ?

A supposer que le président de la Chambre fût assez insensé, assez idiot pour rêver toutes les folies monstrueuses que lui prêtent ses détracteurs, où en prendrait-il la possibilité et le pouvoir ?

Les complications orientales, les dernières convulsions de l'Homme malade, l'effondrement possible et la banqueroute définitive de l'empire Ottoman, sont des éventualités d'ordre européen qui ne sauraient en aucune façon engager directement le pays assez maître de ses destinées, aujourd'hui, pour ne pas se laisser entraîner à de nouvelles catastrophes.

Nous ne sommes plus à l'époque néfaste où un Morny pouvait envoyer quatre-vingt mille hommes au Mexique, pour recouvrer les trente millions de l'aventurier Jecker, où une Espagnole affolée pouvait dire du fond de son boudoir : *c'est ma guerre à moi, je la veux !*

Il n'y aura de guerre désormais que

celle que la France voudra et la France n'en veut pas.

Abstenez-vous donc de crier : au secours ! au feu ! à la garde ! Car le Capitole n'est pas menacé et les oies peuvent se taire.

JACQUES BARBIER

NOS ÉLECTIONS

Ne soyons pas injuste. Les choix du Comité central auraient pu être plus mauvais, et nous devons féliciter nos grands électeurs du progrès très réel qu'ils viennent d'accomplir.

En recommandant à nos suffrages, le docteur Rebatel, qui est sans contredit un homme intelligent ; M. Marius Thevenet, un avocat qui a su se faire une place distinguée au barreau de Lyon ; M. Edouard Thiers, capitaine du génie ; M. Bessi-tes, professeur... Le Comité central semble sortir de l'ornière où il pataugeait jusqu'à présent. Il paraît comprendre que la République n'a absolument rien à gagner à se faire représenter par des bûches, quelque radicales qu'elles puissent être. Ce premier appel à des hommes éclairés, instruits, est d'un bon augure pour l'avenir, et nous sommes d'autant plus disposés à le reconnaître que nous nous gênons moins dans nos critiques.

Pour les cantons ruraux, peu de changements : La plupart des conseillers sortants se représentent, et nous ne voyons guère de modifications probables que dans le canton de Saint-Laurent-de-Chamousset où le marquis de Fenoyl, réactionnaire, se trouve en présence de deux concurrents républicains, MM. Rondard et Boiron, et dans le canton de Vaugneray où M. Auguste Ferrouillat s'élèvera d'un échelon, en passant du Conseil d'arrondissement au Conseil général.

Nous allons oublier M. Dedieu, maire de Villeurbanne, appelé à recueillir la succession de M. Varambon. N'aurait-on pu mieux trouver ? M. Dedieu est assurément un fort honnête homme, mais nous ne pensons pas que son élection jette un lustre énorme sur notre assemblée départementale.

Quoi qu'il en soit, ce renouvellement partiel sera plutôt profitable au Conseil général du Rhône, dont le niveau sera sensiblement relevé par l'adjonction de quelques *capacités*, comme on disait en 1848.

Nous ne parlons pas, bien entendu, des

R. — Tous les jours, sauf le dimanche et le lundi.

D. — Vous voulez le repos du lundi obligatoire ?

R. — Parfaitement.

D. — Pourquoi ?

R. — Pour se reposer des fatigues du dimanche.

D. — Admettez-vous le travail entre les repas ?

R. — Oui, deux heures avant et trois heures après, — pour ne pas fatiguer l'estomac.

D. — Il ne restera pas grand-chose pour la journée ?

R. — Il en restera toujours assez...

Des Salaires.

D. — Comment entendez-vous la question des salaires ?

R. — Je ne l'entends pas du tout, attendu que je supprime les salaires.

D. — Pourquoi supprimez-vous les salaires ?

R. — Parce que le salaire est humiliant et devient une marque d'esclavage.

D. — Je croyais qu'il n'y avait rien d'humiliant à recevoir le prix légitime de son travail.

R. — C'est une erreur, le salaire engendre le prolétariat.

D. — Par quoi le remplacerez-vous ?

candidats conservateurs, puisqu'à l'exception du marquis de Fenoyl, tous brillent par leur absence.

On ne saurait trop insister sur cette éclipse totale qui marque un découragement profond et un impuissance absolue.

Pendant que les journaux bien pensants, crient comme des sourds, accumulent les gros mots, sur les gros mots, se réclament de l'opinion publique, de la bonne société, de la France des honnêtes gens, et patati, et patata..., dire que ces mêmes journaux ne peuvent pas dénicher un candidat capable de représenter leurs indignations et leurs invectives..., avouez que c'est piteux et misérable.

Pour ne rien omettre dans ce mouvement électoral, signalons les efforts bien sentis du comité de l'Alliance républicaine, qui malgré son échec avec Blanqui, ne semble pas renoncer à la lutte.

Le dit comité, jaloux de son frère aîné, a commencé par envoyer à M. Ferrer un ordre de démission où les formules de politesse, sont avantageusement remplacées par des fautes d'orthographe.

De telle sorte que ce malheureux M. Ferrer se trouve pendu à deux potences : potence du comité central, potence du comité Blanqui, mais il refuse énergiquement de se laisser passer le nœud coulant.

Il faudra donc se rattraper sur d'autres.

A ceux-là, on ne propose pas un nœud coulant, mais un carcan.

Ainsi, nous avons lu avec stupéfaction dans le programme du Comité de l'Alliance républicaine, un article où il est dit que les candidats devraient remettre une *démision en blanc* !

Pourquoi pas leur gilet ou leur chemise ?

Nous disions, l'autre jour, en parlant des exigences du Comité central, qu'il finirait par ne trouver que des domestiques.

Cette fois, c'est encore plus fort, l'Alliance républicaine ne trouverait pas même de domestiques ; il lui faudra des nègres.

Nous attendons avec impatience le jour où les conseillers et députés collectivistes nous crieront dans les rues : *Crier M'sieu !*

LES EXCOMMUNIÉS

Il ne s'agit pas du Vatican ni des foudres pontificales, mais des sectaires du *Syllabus* socialo-collectiviste.

R. — Par le produit direct du travail.

D. — Expliquez-vous par un exemple ?

R. — C'est bien facile : un cordonnier fera une paire de bottes et la portera chez un épicier qui lui donnera en échange un pain de fromage ou un pain de sucre.

D. — Alors, vous entendez revenir aux lois primitives du troc et de l'échange ?

R. — Pourquoi pas ?

D. — Mais c'est l'état sauvage ?

R. — Ça m'est bien égal.

D. — Et vous supprimez du coup l'industrie, le commerce, la Banque, l'importation, l'exportation, et tous les développements de la richesse publique.

R. — Je me moque de la richesse publique, le collectivisme ne s'occupe pas de ces sottises.

D. — Avec votre système, que deviendront les fabriques, les ateliers, les usines, les machines, tous ces puissants agents de la production que l'on rencontre dans tous les pays civilisés ?

R. — Nous les démolirons et les raserons, le collectivisme a juré la destruction de ces Bastilles industrielles qui ne servent qu'à enrichir la bourgeoisie.

De la Bourgeoisie.

D. — Qu'est-ce que la bourgeoisie ?

R. — La bourgeoisie est un état social

Feuilleton de la RENAISSANCE

Catéchisme Collectiviste

Définition.

D. — Qu'est-ce que le collectivisme ?
R. — Le collectivisme est une opinion, un dogme qui procède à la fois du socialisme, du communisme, du matérialisme, de l'anarchisme, du proudhonisme, du fouriérisme, du charentonisme...
D. — Arrêtez-vous là. Qu'entendez-vous précisément par ce mot collectivisme ?
R. — J'entends l'ensemble des systèmes politiques et sociaux qui doivent faire le bonheur du peuple et régénérer l'espèce humaine.
D. — Comment le collectivisme peut-il faire le bonheur du peuple ?
R. — En le faisant participer à la possession et à la jouissance de tous les biens de cette terre.
D. — Ne peut-il y arriver par le travail, l'intelligence, l'économie...
R. — C'est trop long.
D. — Avez-vous un moyen plus court ?

R. — Oui, nous avons un moyen plus court qui s'appelle le communisme ou le partage.

D. — Avez-vous calculé ce que le communisme ou partage général de tous les biens, produirait pour tous les citoyens Français ?

R. — Environ onze mille francs par tête.

D. — Pensez-vous que onze mille francs suffisent à faire le bonheur d'un homme ?

R. — Ça suffit pour commencer.

D. — Et après ?

R. — Après ne nous regarde pas.

D. — Pour arriver au partage général des biens, ne vous faudrait-il pas déposer leurs propriétaires actuels ?

R. — Bien entendu.

D. — Et si ces propriétaires résistent ?

R. — Nous les fusillerons.

Du Travail.

D. — Le collectivisme admet-il la nécessité du travail ?

R. — Oui, le collectivisme admet le travail, mais le travail tranquille, le travail à ses heures.

D. — Qu'entendez-vous par le travail à ses heures ?

R. — J'entends un travail qui ne dérange ni la digestion, ni le sommeil, ni le repos bien entendu.

D. — Combien de jours un collectiviste doit-il travailler la semaine ?

Les apôtres de cette religion d'un nouveau genre, ne le cèdent en rien, au point de vue de l'infailibilité et de l'intolérance, aux cardinaux de l'Eglise apostolique et romaine.

Pendant que ceux-ci se préparent à excommunier les persécuteurs d'Ignace, ceux-là ont déjà lancé leurs anathèmes, contre les « bourgeois » de France et de Navarre.

Et quels bourgeois ! Des centre-droit, des centre-gauche, des opportunistes, des tièdes, des mous, des modérés !

Que non pas ! Les bourgeois excommuniés par les pontifes du socialisme se nomment : Clémenceau, Henri Maret, Félix Pyat, Rochefort, etc.

Tous les journaux intransigeants y passent, l'un après l'autre, depuis le *Mot d'Ordre*, jusqu'à la *Marseillaise*, en passant par la *Justice* et la *Lanterne*.

Hélas oui ! Aucune de ces feuilles montées en couleurs, hérissées de radicalisme, n'a trouvé grâce devant le sanhédrin qui distribue l'investiture démocratique à ses fidèles.

Tous opportunistes, tous bourgeois, tous ventrus, tous « ruisselants de graisse ».

Il valait bien la peine de dauber Gambetta, d'éreinter Andrieux, de célébrer les hauts faits de la commune, et de tresser des couronnes aux amnésies, pour se voir fermer au nez les portes de l'Eglise démagogique, où l'on communie sous les espèces de la charcuterie et du petit bleu.

Quelques-uns se sont rebiffés à la vérité : Henri Maret profondément mortifié d'être traité de bourgeois, a répliqué par *traîtres et niais*, et Camille Pelletan de la *Justice* a fourbi quelques alinéas contre les insensés et les fous, dont les violences menacent de compromettre la cause du prolétariat et du socialisme vrai.

Tout cela est fort bien dit : mais Henri Maret, Rochefort et les autres ne récoltent après tout, que ce qu'ils ont semé. A force de se montrer exagérés, violents, d'étaler à tout propos une intolérance farouche, une intransigeance ridicule, ces bons messieurs ont inculqué les mêmes idées à leurs lecteurs habituels.

Puisqu'il faut se méfier de tout le monde, se sont dit non sans quelque raison, les élèves de Félix Pyat, puisqu'il faut considérer comme des traîtres, des vendus, des fourbes et des mouchards, tous les républicains qui ne pensent pas absolument comme nous ; — pourquoi n'appliquerions nous pas cette règle de prudence à nos prédicateurs eux-mêmes ?

Qui nous dit qu'Henry Maret n'est pas bourgeois ?

Ce journaliste a du talent, il connaît la grammaire, cultive l'orthographe, porte un faux-col et des manchettes, autant de preuves d'aristocratie... Oui, Henri Maret n'est qu'un bourgeois !

Et ainsi des autres : ainsi de M. Clémenceau, un privilégié qui a fait ses classes ; ainsi de Camille Pelletan, de Lockroy, d'Olivier Pain et de son patron.

contraire aux principes et aux idées du collectivisme.

D. — Expliquez-vous plus clairement : Qu'entendez-vous par ce mot bourgeois ?

R. — J'entends un homme qu'il faut fusiller.

D. — Pourquoi dites-vous qu'il faut le fusiller ?

R. — Parce que c'est un bourgeois.

D. — Comment distinguez-vous un bourgeois d'un collectiviste ?

R. — Je les distingue parce qu'ils ne sont pas du même avis.

D. — Alors tous les gens qui ne sont pas de votre avis sont des bourgeois ?

R. — Naturellement.

D. — Et il faut les fusiller ?

R. — Bien entendu...

D. — Et si parmi ces adversaires se trouvaient des ouvriers ?

R. — Ce seraient également des bourgeois.

D. — Le parti républicain compte-t-il beaucoup de bourgeois ?

R. — Il en compte énormément, à commencer par Gambetta qui est le plus ventru des bourgeois.

D. — Et Clémenceau qui est maigre, est-il également un bourgeois ?

R. — Oui, Clémenceau est un bourgeois maigre qui veut devenir un bourgeois gras.

D. — Et Rochefort, est-il un bourgeois ?

R. — Oui, Rochefort est un bourgeois.

D. — Et Félix Pyat ?

Que si les condamnés protestent, se réclament de leur dévouement à la cause socialiste.

— Voyons, leur dit-on, admettez-vous que le problème social puisse se résoudre autrement que par la fusillade !

— Mais...

— Très bien, vous hésitez, la cause est entendue. Hors d'ici, vils réactionnaires, à la porte, infâmes bourgeois !

Cette bouffonnerie est absolument édifiante, et nous ne saurions trop féliciter le gouvernement de lui avoir laissé libre carrière, en permettant l'explosion aussi sincère que spontanée de cette touchante union et de cette confiance sans bornes.

La morale de la fable atteste, une fois de plus, cette vérité bien connue déjà, mais que l'on ne saurait trop répéter, à savoir que l'on est toujours le réactionnaire ou le bourgeois de quelqu'un.

Gambetta est le bourgeois de Rochefort, Rochefort est le bourgeois de Félix Pyat, Félix Pyat est le bourgeois du citoyen Jules Guesde, et le citoyen Jules Guesde lui-même est le bourgeois de Bassoulle ou de Troussellard.

Où s'arrêter dans cette dégringolade ?

A la fusillade, à la guillotine !

Mais il se trouvera toujours un enragé, plus enragé que les autres qui demandera que l'on remplace les feux de peloton par les mitrailleuses, et que l'on guillotine les bourgeois en commençant par les pieds.

C'est-à-dire qu'une fois engagé dans cet engrenage de l'intransigeance absurde, on en arrive par une pente douce à la camisolade de force...

Sinon, tous excommuniés, tous bourgeois !

Défense de Toucher

Depuis 1870, il a toujours existé en France, quelqu'un ou quelque chose à qui ou à quoi il était défendu de toucher, sous peine de désorganiser le pays.

— Ne touchez pas aux fonctionnaires, a-t-on crié pendant des années, respectez cette administration qui ne s'occupe que des affaires du pays... après les siennes.

On a passé outre et l'on a bien fait. Même renégade à propos de la justice.

— Respectez cette magistrature que l'Europe nous envie. Ne portez pas une main sacrilège dans le sanctuaire de l'équité. Honorez ces juges austères qui aiment tant la justice qu'ils ne la dispensent plus de peur qu'il n'en reste pas, et qui sont tellement attachés à leurs fonctions qu'ils ont préféré faire partie des commissions mixtes plutôt que de s'en aller.

Et, malgré cela, on a décidé en principe la réorganisation de la magistrature que l'Europe nous envie.

— Ah ! ça, se sont dit les conservateurs, il faut pourtant que nous maintenions les nôtres quelque part. Il n'y a plus guère que l'armée où ils puissent se réfugier.

Et ils sont allés répétant :

— J'espère que vous ne toucherez pas à l'armée, à cette héroïque armée, à ces officiers incorruptibles, invincibles, etc... Non, ce n'est pas quand nos blessures saignent encore, quand l'ennemi contemple de nouveau notre territoire avec envie, que vous

de Rochefort, Félix Pyat également.

D. — Citez-moi parmi les chefs du radicalisme et de la commune, un homme qui ne soit pas un bourgeois.

R. — Il n'y en a pas !

D. — Pas même le vénéré Blanqui ?

R. — Non, pas même Blanqui, car il porte une redingote.

D. — Le costume y est donc pour quelque chose ?

R. — Oui, le costume y est pour beaucoup.

D. — Alors entre deux hommes dont l'un porterait un paletot et l'autre une veste, le bourgeois...

R. — Est celui qui porte le paletot.

D. — Et deux hommes qui porteraient l'un une blouse, l'autre une veste.

R. — Le bourgeois est l'homme à la veste.

D. — Et deux autres : l'un en caleçon de bain, l'autre sans caleçon...

R. — Le caleçon de bain est bourgeois, l'autre collectiviste.

D. — Le véritable collectiviste doit-il manger avec une fourchette ou avec ses doigts ?

R. — La fourchette est un instrument de luxe et d'aristocratie, il faut manger avec ses doigts.

D. — Comment le véritable collectiviste doit-il se mouchoir ?

R. — Avec le coude.

D. — Et Félix Pyat ?

R. — Avec le coude.

voudrez désorganiser nos éléments de défense.

Et ils disaient cela à haute voix dans nos Chambres, à profusion dans leurs journaux, comme pour faire savoir en même temps à l'étranger, que nos troupes n'existaient qu'en théorie et que le moment était venu de recommencer l'attaque.

Le ministre n'en a pas moins continué son œuvre, et il a châté impitoyablement tout officier qui, par ses allures propres à provoquer la guerre civile, semblait indiquer un faible penchant pour la guerre étrangère.

Ah ! quels cris !

— Comment ! Vous jetez le désarroi dans l'armée territoriale ! Vous n'hésitez pas à renvoyer chez lui le lieutenant-colonel X..., qui n'a pas son pareil dans la fabrication de la parfumerie. Et vous le remplacez, par qui ? Par un ancien capitaine. Il n'y a plus de hiérarchie. Il n'y a plus de discipline ! Il n'y a plus d'armée !

Et c'est ce brave colonel X..., ce brave colonel Y... Il n'y a que des braves parmi ceux que l'on remplace. Les autres ne valent pas une cartouche, et l'on est tenté de leur demander : « Où étiez-vous au deux décembre ? »

Vous figurez-vous des généraux qui n'ont fait fusiller personne au deux décembre ? Blancs-becs, va !

Le *Figaro*, oubliant le maréchal russe, qu'il a poursuivi pendant trois ans de ses quolibets, ne jure plus que par cet héroïque maréchal Canrobert. Tous des héros, des Césars de Alexandre.

Césars de pacotille hélas ! dont la plupart ont attaché leurs noms à nos capitulations et à nos désastres.

Mais, que voulez-vous : aux yeux de nos conservateurs enragés, les généraux sont comme les parquets, plus ils ont été frottés, plus ils brillent !

SCRUPULES TARDIFS

L'Agence Havas qui a, à sa disposition, les plus fortes lunettes de l'Observatoire de Paris, vient de faire une découverte importante. Elle a aperçu, sur deux points de la France, des magistrats réactionnaires, qui ont donné leur démission.

Si j'étais quelque chose dans les conseils du gouvernement, pour la rareté du fait, je demanderais que ces deux singuliers juges fussent à l'instant décorés.

C'est à Céret, dit-on, que siégeait l'un d'eux ! Notre bonhomme de magistrat rendait tranquillement la justice, à l'abri des journaux, et tout confit dans ses sentiments de conservation. Il touchait consciencieusement ses émoluments, l'âme fière et tranquille, et son bonheur semblait devoir être éternel quand, tout à coup, une idée fâcheuse lui traversa l'esprit. Il quitta sa robe en s'écriant :

— Mais, sapristi ! voilà dix ans que je sers un gouvernement républicain et je ne m'en étais pas aperçu. Cela ne peut pas durer comme cela.

Et, en effet, cela ne dura pas. Aujourd'hui la France compte un juge réactionnaire de moins.

Ces scrupules tardifs sont toujours drôles. Un monsieur qui, subitement, se met à avoir des scrupules et trouve, un beau matin, qu'on lui fait faire une besogne écœurante, alors que régulièrement, depuis dix ans, il accomplit sans sourciller cette même besogne et se la fait payer non moins régulièrement, ce monsieur-là certainement est un immense mystificateur. Aussi ne sommes-nous point étonnés qu'il donne sa démission juste au moment où l'on inaugure à Tours la statue de Rabelais.

de Rochefort, Félix Pyat également.

D. — Citez-moi parmi les chefs du radicalisme et de la commune, un homme qui ne soit pas un bourgeois.

R. — Il n'y en a pas !

D. — Pas même le vénéré Blanqui ?

R. — Non, pas même Blanqui, car il porte une redingote.

D. — Le costume y est donc pour quelque chose ?

R. — Oui, le costume y est pour beaucoup.

D. — Alors entre deux hommes dont l'un porterait un paletot et l'autre une veste, le bourgeois...

R. — Est celui qui porte le paletot.

D. — Et deux hommes qui porteraient l'un une blouse, l'autre une veste.

R. — Le bourgeois est l'homme à la veste.

D. — Et deux autres : l'un en caleçon de bain, l'autre sans caleçon...

R. — Le caleçon de bain est bourgeois, l'autre collectiviste.

D. — Le véritable collectiviste doit-il manger avec une fourchette ou avec ses doigts ?

R. — La fourchette est un instrument de luxe et d'aristocratie, il faut manger avec ses doigts.

D. — Comment le véritable collectiviste doit-il se mouchoir ?

R. — Avec le coude.

D. — Et Félix Pyat ?

R. — Avec le coude.

Voilà des gens qui considèrent les républicains comme des bandits, le gouvernement de la République comme le règne de la fraude et du crime, les actes dudit gouvernement comme de perpétuels attentats contre la morale.

Ces gens-là, depuis dix ans, on leur crie : « Mais, allez-vous en donc ! Nous ne demandons que cela. » Et ils sont restés en place. Soit. Cependant, de deux choses l'une, ou leurs fonctions sont malpropres ou elles ne le sont pas : si elles le sont, qu'ont-ils attendu pour s'en apercevoir ; si elles ne le sont pas, que viennent-ils nous reprocher aujourd'hui, avec leurs pompeux clichés ?

Ne vous semble-t-il pas, aux termes dans lesquels ils démissionnent présentement, entendre un complice de Fra Diavolo dire à son chef :

« J'ai tué pas mal de gens, violé beaucoup de femmes, dérobé des sommes énormes pour votre compte. Jusque là, il n'y a rien à dire. Mais, aujourd'hui, j'ai trouvé un étui à lunettes et vous ne voulez pas que je le restitue à son légitime propriétaire ! C'est indigne. Ma conscience proteste. J'aime mieux me retirer plutôt que de commettre un acte que je considère comme me déshonorant. »

FEUILLES VOLANTES

Le voyage de Cherbourg à le don d'agacer au suprême degré les nerfs des journaux conservateurs qui épuisent, en railleries et en sarcasmes plus ou moins aigus, tout ce que la canicule leur a laissé de verve et d'entrain.

Quel est le véritable chef de cette excursion maritime ? Gambetta ou Grévy ? Est-ce le président de la République qui accompagne le président de la Chambre, est-ce le président de la Chambre qui accompagne le président de la République ?

Les paris sont ouverts dans le *Figaro* et l'*Intransigeant*, car il faut remarquer que par suite d'une vieille sympathie, Rochefort et Albert Millaud se trouvent généralement animés des mêmes calembours contre la République.

Pendant ce temps, d'autres loustics orientent de leurs plaisanteries barbelées, les préparatifs faits pour recevoir le chef de l'Etat et les présidents de nos deux Chambres.

Ces anciens rimeurs de cantates, trouvent extraordinaire que l'on prépare un logement convenable à trois malheureux pékins qui n'ont d'autre mérite que celui de représenter leurs concitoyens, sans avoir passé par les coups d'Etat, les déportations et les fusillades.

Il y a là sans contredit une marque d'infériorité évidente sur les Bonaparte passés et futurs, et M. Grévy n'ayant encore ni dispersé les Chambres, ni éventré le budget, ne mérite pas qu'on change les draps de son lit.

Qui sait même si le vice-amiral Ribourt, préfet maritime de Cherbourg, daignera lui lever sa casquette ?

Cet illustre marin dont les exploits ne doivent pas troubler les mânes de Duguay-Trouin ou de Jean-Bart, a résolu d'aller à la postérité par un autre chemin.

Bloquer des villes ennemies, capturer des vaisseaux, conquérir des colonies, sont des hauts faits trop communs et qui ne sortent pas suffisamment de l'ordinaire. Le vice-amiral Ribourt s'est dit : Je ferai mieux que cela, j'aurai la gloire de ne pas saluer le sous-préfet et de tourner le dos à M. le Maire !

Exploit sans pareil, en effet, car depuis

de Rochefort, Félix Pyat également.

D. — Citez-moi parmi les chefs du radicalisme et de la commune, un homme qui ne soit pas un bourgeois.

R. — Il n'y en a pas !

D. — Pas même le vénéré Blanqui ?

R. — Non, pas même Blanqui, car il porte une redingote.

D. — Le costume y est donc pour quelque chose ?

R. — Oui, le costume y est pour beaucoup.

D. — Alors entre deux hommes dont l'un porterait un paletot et l'autre une veste, le bourgeois...

R. — Est celui qui porte le paletot.

D. — Et deux hommes qui porteraient l'un une blouse, l'autre une veste.

R. — Le bourgeois est l'homme à la veste.

D. — Et deux autres : l'un en caleçon de bain, l'autre sans caleçon...

R. — Le caleçon de bain est bourgeois, l'autre collectiviste.

D. — Le véritable collectiviste doit-il manger avec une fourchette ou avec ses doigts ?

R. — La fourchette est un instrument de luxe et d'aristocratie, il faut manger avec ses doigts.

D. — Comment le véritable collectiviste doit-il se mouchoir ?

R. — Avec le coude.

D. — Et Félix Pyat ?

R. — Avec le coude.

D. — Et Félix Pyat ?

ce jour, tous les organes bien pensants accordent leur lyre en l'honneur du vice-amiral et chantent ses louanges sur tous les tons.

Quel grand homme ! quel capitaine, quel marin ! Ne pas saluer un sous-préfet, tourner le dos à un maire...

Jean-Bart fumant sa pipe près de la soute aux poudres, n'était qu'un petit garçon auprès de l'incomparable Ribourt.

C'est de ce pas trop présumer de l'héroïsme de ce préfet maritime, qui e de supposer qu'il fera un pied de nez ou pis encore au président de la République.

On est du parti des gens « bien élevés » ou l'on ne l'est pas, et depuis que des avocats ont déclaré que le comble de la distinction était de manquer de savoir-vivre, tous nos braves réactionnaires font assaut de grossièreté.

C'est à qui sera le plus manant... Gardons-nous de les inviter jamais dans nos cérémonies publiques, surtout s'il y a des dames, car tout en gardant leur chapeau sur la tête, ils seraient capables de quitter leur pantalon, à seule fin de témoigner leur mépris à cette « gacuse » de République et à ses « canailles » de fonctionnaires.

Ne quittons pas les « honnêtes gens » sans parler de la mésaventure du député bonapartiste de Bouville, condamné à deux mois de prison pour escroquerie.

Et quelle escroquerie ! une bagatelle, cinq mille francs tout au plus.

Où est le temps où l'on pouvait vivre des millions sans être inquiété par la correctionnelle.

Toutes les fois que nous voyons des fidèles de l'appel au peuple s'échouer sur les bancs de l'illustre rent Clément-Duvernois, Lefèvre-Dufilé, et tant d'autres, nous sommes toujours étonnés qu'ils n'invoquent pas en leur faveur l'argument que voici :

— Nous n'avons fait qu'imiter le patron. En détournant, chaque année, quarante millions du budget de la guerre, Napoléon III se faisait chanter des cantates et tirer des feux d'artifice. Comment peut-on condamner chez nous ce que l'on glorifiait chez lui !

Il nous semble que cette logique devrait être irrésistible devant les magistrats des commissions mixtes. Mais hélas, il en reste si peu !

Et le peu qui reste est trop occupé à protéger les Jésuites !

Le juge d'instruction de Lille qui voulait faire arrêter le préfet du Nord, vient de se démettre, non pas de ses fonctions, mais de l'instruction qu'il avait si bien commencée.

M. Marion, c'est le nom de ce phénomène, continuera à siéger et à juger les pauvres diables qui n'ont pas le bonheur d'être affiliés à la société de Jésus.

À la place de M. Grévy, nous ne serions pas très rassurés, car pour se venger de son premier insuccès, ce farouche Marion serait capable de faire arrêter le train de Cherbourg.

Grévy, Gambetta, Léon Say... Quel coup de filet !

En attendant que les tribunaux compétents, accordent aux Révérends Pères cinq milliards d'indemnité, les avocats coiffés s'efforcent de créer mille petites misères aux nouveaux magistrats, qui ont eu assez peu de cœur pour remplacer les procureurs et les substituts démissionnaires.

On cherche à les embarrasser, à les tracasser, à les prendre en flagrant délit d'ignorance, à signaler des bévues plus ou moins imaginaires, pour avoir le plaisir de s'écrier : que's ânes, quels crétins !

Nous ne sommes pas assez versés dans les arcanes de la jurisprudence, pour décider qui a tort ou raison, mais quelqu'inexpérience que puissent être les nouveaux titulaires, ils ne le seront jamais autant que les substituts de l'ordre moral et de l'empire, recrutés parmi tous les fruits secs de l'École de Droit et du barreau.

Il est de notoriété publique, qu'aussitôt qu'un malheureux était incapable de gagner trente-cinq francs par an, en plaçant le mur mitoyen, sa famille le faisait enfermer dans un parquet, d'abord pour y coller des bandes, ensuite pour y prononcer des réquisitoires qui faisaient éclater de rire jusqu'aux huissiers de service.

Et pourtant nos grands avocats d'aujourd'hui couraient leur échine devant eux, avec des angles de quarante cinq degrés.

Ne faisons donc pas tant les fiers ! En admettant que les substituts d'aujourd'hui ne soient pas des aigles, ceux de jadis étaient assez oisons, pour que suivant l'adage populaire, l'Hôpital ne se fiche pas de la Charité.

Il paraît que plusieurs hauts magistrats, présidents de Cours ou de Tribunaux, ont affecté de laisser vides, les sièges qui leur avaient été destinés dans les tribunes d'honneur, pour la distribution des drapeaux.

Nous comprenons cela. Ces messieurs ne connaissent, en fait de drapeaux, que ceux de Metz et Sedan.

Mais que voulez-vous, malgré la meilleure volonté de leur être agréable, on ne pouvait

cependant pas faire passer les revues, par Bazaine.

A propos de cette gloire bonapartiste, on racontait dernièrement que le digne homme sentant sa fin approcher et muni des derniers sacrements, avait exprimé le vœu d'être enterré en France.

Comment donc ! L'Alsace et la Lorraine sont à sa disposition, et si cela ne suffit pas on y ajoutera le Mexique. On ne lui refusera pas une petite place à Querétaro, auprès du fusillé Maximilien.

ZEDE.

CASUS BELLI

Il y a bien assez longtemps que les journaux conservateurs nous ont prévenus que M. Gambetta nous mettrait quelque mauvaise affaire sur les bras.

La voilà la mauvaise affaire.

Le gouvernement français n'a-t-il pas la déplorable inspiration de prendre militairement parti pour la Grèce contre la Turquie, et d'envoyer toute une armée dans le premier de ces pays.

Oui, six officiers, sous le commandement d'un général, — le général Thomassin, soyons précis, — partent d'ici quelques jours pour se mettre à la disposition du gouvernement d'Athènes.

Il est bien évident que ces six soldats en se déplaçant, ne manqueront pas de rompre le vieil équilibre européen. Aussi la Porte n'est-elle pas contente, et l'Allemagne qui, si l'on en croit le *Salut Public*, ne cesse pas d'avoir l'œil sur nous, pourrait bien intervenir et mettre ses douze cent mille hommes sous les armes pour arrêter la manifestation belliqueuse des troupes du général Thomassin.

Pour nous, dont le rôle est de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, nous voyons dans la démarche du gouvernement français, une imprudence qui crève les yeux. Envoyer en Grèce une armée de six hommes, c'est non-seulement provoquer la guerre étrangère, l'invasion, le démembrement de la patrie et s'exposer à subir les exigences terribles du vainqueur, mais c'est encore courir au devant d'une surprise et se mettre dans le cas d'être pris au dépourvu en face des représentations armées de l'étranger. Et, en effet, que ferions-nous si l'ennemi nous venait chercher noise, juste au moment où le corps d'armée de six hommes, commandé par le général Thomassin, se trouvera à quelques milliers de lieues du territoire français ?

C'est à quoi le ministre de la guerre n'a pas assez réfléchi.

En ce moment, l'Europe entière a les yeux fixés sur les six hommes du général Thomassin. Toute la diplomatie des puissances voisines se dirige sur Athènes et M. de Bismark a délégué dans la capitale de la Grèce antique et moderne ses plus fins limiers.

Quand nos officiers arriveront là-bas, où ils auront pour devoir de réorganiser les troupes helléniques et de diriger leur instruction militaire, les agents du grand chancelier de l'empire seront à leurs trousses. Tant qu'ils ne s'occuperont que de l'école du tirailleur, cela ira encore, mais aux premières instructions sur l'école de bataillon, aux premières manœuvres, en terrain varié, les puissances en corps fronceront le sourcil, et il ne faudra pas s'étonner si M. de Freycinet reçoit un jour une dépêche menaçante, conçue à peu près en ces termes : « Troupes helléniques commandées et renforcées par les six hommes du général Thomassin, ont mangé aujourd'hui la soupe une demi-heure après l'heure réglementaire. Je suis obligé de demander à ce sujet des explications catégoriques à votre gouvernement. A défaut, j'aviserai. »

De là, embarras diplomatiques, échange de notes, rupture de relations, etc...

Si la portion de rata est un jour plus forte que de coutume, c'est que la France voudra soudoyer les troupes helléniques, si elle est plus faible, c'est qu'elle cherchera à les affamer pour les jeter sur des voisins repus ; si elle contient trop de lauriers, c'est qu'on aura l'intention de les pousser à des conquêtes territoriales ; si la dose de lauriers est insuffisante, c'est que la France cachera son jeu.

La presse honnête, celle qui ne veut que le bien du pays, qui proteste chaque jour contre les saturnales républicaines, a déjà signalé tous ces dangers. On n'en a tenu compte. Le goût national nous pousse de nouveau vers les expéditions lointaines. Les six hommes du général Thomassin, après quelques exercices d'embarquement, vont être définitivement entassés dans les trains réquisitionnés par le ministère de la guerre et, seule, la clémence de nos voisins peut suspendre le cours des dangers qui menacent nos têtes.

Et encore, si l'agriculture ne manquait pas de bras...

LE PARTI DES PAUVRES

Rochefort horriblement vexé de n'avoir pas découvert le collectivisme, vient de prendre sa revanche par un trait de génie qui marque bien les ressources inépuisables et la fécondité d'esprit du célèbre pamphlétaire.

Donc Henri Rochefort a imaginé un nouveau parti politique qui s'appelle le parti des pauvres !

Il y aura toujours des pauvres parmi vous, a dit Jésus-Christ.

Et le rédacteur de l'*Intransigeant*, appliquant cette parole évangélique sur les bords du lac Saint-Fargeau, s'est écrié à son tour d'un ton pathétique : — Nous sommes le parti des malheureux, nous sommes le parti des pauvres, car il y aura toujours des pauvres parmi les républicains.

Nous le savions, comme dit le duc Della Volta, dans la *Fille du Tambour-Major*...

Et il n'y avait pas besoin de revenir de Nouméa, en passant par Genève, pour nous apprendre cette vérité douloureuse.

Seulement ce que Rochefort a négligé de nous apprendre, c'est ce qu'il entend précisément par le mot de pauvreté.

Car il y a pauvreté et pauvreté, comme fagot et fagot.

Lui, par exemple, Rochefort, est-il un pauvre ?

Cela ne paraît guère douteux après son homélie.

Oui, Rochefort est un pauvre, mais un pauvre d'une espèce particulière.

Ainsi on raconte de toute part que sa collaboration à l'*Intransigeant* ne lui rapporte guère moins de quinze ou vingt mille francs par mois.

L'appointement d'un ténor partant pour l'Amérique.

Quelle pauvreté, quelle misère !

Et comme on comprend bien les gémissements intéressés de ce malheureux lanternier qui ne peut dépenser que cinq cents francs par jour.

Le moyen de vivre avec cela ?

Non, voyez-vous, on ne sait trop ce qu'il faut le plus admirer dans ces pantalonnades, des harangues attendries d'un boulevardier qui digère encore les hultres et la Sauterne de Brabant, ou de la bonne bêtise des gogos qui se laissent prendre à ces larmes de crocodile arrosées de Château-Yquem.

Une conférence sur la pauvreté, par un gaillard qui gagne quatre fois le traitement d'un ministre, on en rira longtemps. Une petite aumône aux riches, s. v. p. !

Abus de Réclames

L'administration a fini par remarquer le singulier abus que font certains industriels, du drapeau national, et il est question de prendre des mesures pour y remédier.

Ce n'est pas trop tôt.

Les marchands de vins mettent un bouchon de paille à leur porte. Les saltimbanques, les marchands de jouets d'enfants et autres, y plaçaient les couleurs nationales. Clarion, le grotesque distributeur de prospectus, lui, plantait un petit drapeau sur le récipient graisseux qui lui sert de coiffure.

La *Décentralisation* proteste et trouve que le drapeau français ne peut être mieux à sa place qu'à l'entrée des boutiques interlopes.

La *Décentralisation* n'a pas de drapeau, chacun sait ça ! Le seul emblème qu'elle reconnaisse, c'est la croix. Que penserait le pieux Garnier si Clarion se collait une croix sur le nombril, si les dentistes en posaient une sur leur porte et si l'on en dressait une sur tous les urinoirs pour les signaler de loin à l'attention des...nécessiteux.

Il est un autre abus qui doit énormément réjouir la *Décentralisation*, c'est l'emploi que font certains boutiquiers de nos grands hommes. Qu'un marchand d'habits se soit autrefois, à Lyon, placé sous le patronage de Béranger, qui ne passa jamais pour un gommeux, cela se comprend ; c'était une façon détournée de dire au client qu'il ne fallait rien acheter dans le magasin, si l'on tenait à être habillé à peu près convenablement ; mais ce magasin disparu, d'autres l'ont remplacé, affichant sur leur enseigne nos gloires les plus pures. L'autre jour, l'un d'eux étalait un mannequin hideux et mal affublé, ayant la prétention de représenter le plus grand génie du XVIII^e siècle, dont le nom s'étale sur la porte.

Où allons-nous ?

Les apothicaires se placeront bientôt sous l'invocation de Molière ; nous verrons des liquoristes exposer le buste de Musset ; Corneille protégera les marchands de comestibles, La Fontaine les marchands de vins et Bossuet les fabricants de couronnes et autres accessoires funéraires.

La *Décentralisation* trouvera cela très bien, jusqu'à ce qu'un jour quelque matrone livre à la publicité, sous le couvert de la Vierge Marie, de jeunes et provocantes beautés depuis longtemps revenues d'Orléans.

BALIVERNES

Parmi les candidats au Conseil général, nous remarquons M. Gruyer, candidat à Sassenage.

Voilà maintenant les fromages qui veulent être représentés... Par ces chaleurs !

Sur la circulaire du comité patronnant un candidat dans un canton de l'Isère, il est dit :

« M. X... représente tout ce que vous voulez. » C'est beaucoup.

Actuellement, les bonapartistes ont deux empereurs : Jérôme et Victor, son fils. Quel est le légitime ?

Jérôme osera-t-il dire que son fils ne l'est pas.

Quand les valeurs baissent, on dit à la Bourse que leur tenue est mauvaise.

C'est pourtant une tenue descente.

M. Prudhomme passe accompagné de son fils, devant une baraque foraine établie sur le cours du Midi.

— Théâtre Cocherie, dit l'enfant ! Qu'est-ce que c'est ?

— Le théâtre Cocherie, parbleu ! C'est la poste aux lettres.

Rue Gasparin, s'étale une immense enseigne portant ces mots : *Vidanges et Engrais*.

L'autre jour, le petit Charles qui soigne avec amour un pot de pensées, entre dans les bureaux ainsi indiqués, et s'adressant à l'employé :

— Voudriez-vous m'en donner pour deux sous ?

THEATRES

Grand-Théâtre. — A l'apparition des premières affiches annonçant l'arrivée de la troupe de l'Ambigu, nous signalâmes l'erreur dans laquelle tombait M. Chabrilat en espérant attirer la foule au Grand-Théâtre, aux prix des places habituels à cette scène. Compter encaisser des recettes en plein juillet, avec un spectacle ordinaire, en taxant le public au tarif d'opéra, était une illusion que la réalité n'a pas tardé à faire évanouir.

Vite, M. Chabrilat, de sa bonne plume, a informé les journaux qu'il revenait aux prix des Célestins.

Pour ce, il a invoqué quelques raisons apparentes dont la meilleure était passée sous silence, à savoir que sa pièce d'ouverture ne valait pas le diable.

En effet, malgré l'abaissement du tarif, malgré les réclames et la bienveillance de la presse, en dépit de la joyeuse humeur et du rire large et communicatif de M. Dailly-Capoulade, les *Mouchards* sont joués tous les soirs devant des chambres de spectateurs clair semés, s'ennuyant consciencieusement chaque fois que le seul acteur que l'on vient voir et entendre quitte la scène. L'annonce même des dernières représentations du drame comique de MM. Moineaux et Parfait n'a aucune influence sur nos compatriotes qui nous paraissent bien résolus à abandonner les théâtres à leur misérable sort, depuis que le thermomètre grimpe à des hauteurs correspondantes à la fonte du bitume sur les trottoirs.

Robert-Mocaire et l'*Assommoir* verront-ils des destinées plus heureuses que les *Mouchards* ? Peuh ! peuh, nous en doutons. Le premier de ces ouvrages peut avoir, grâce à son interprétation et eu égard au temps écoulé depuis sa disparition de nos scènes lyonnaises, un certain attrait de curiosité.

Quant à l'*Assommoir*, notre avis est que l'an dernier la veine a été épuisée. C'était une question de mode, comme le *Beau Nicolas*. Aujourd'hui, nous serions surpris si les malheurs de Gervaise et le *delirium tremens* de Coupeau offraient encore quelque intérêt.

Théâtre-Bellecour. — *Cendrillon* résiste aussi malaisément que les *Mouchards* aux rigueurs de la température. Ni les décors et les trucs fonctionnant aujourd'hui avec exactitude et précision, ni la course aux lanternes, ni le ballet, ni les accents touchants de M^{lle} May et la verve de M. Belliard n'ont pu vaincre l'apathie des lyonnais. Depuis quelques jours, les affiches mentionnent les dernières représentations de cette féerie.

Que se passera-t-il au Théâtre-Bellecour après le départ de *Cendrillon* et de son matériel ? C'est un peu l'inconnu, mais une clôture momentanée est presque certaine, tandis que la date de la réouverture est beaucoup moins sûre, si nous en croyons certains renseignements.

Décidément, l'art et les théâtres sont dans le marasme.

G. LAURENT.

Théâtre-Agoston (cours du Midi). — Tous les soirs : Prestidigitation, spectres, tour du monde, fontaine, etc.

Pour tous les articles non signés : Le Gérant responsable, A. ALRICY.

REVUE FINANCIERE

Paris, 29 Juillet.

La Bourse, à peu près livrée à elle-même dans cette saison des vacances se montre trop facilement accessible aux inquiétudes. Les fonds publics n'ont pas la même stabilité. Ainsi hier, à la veille du détachement d'un coupon de 4 fr. 25, on a encore perdu le cours de 119. L'Italien s'arrête à 83.20. Le florin d'or 4 % d'Autriche est à 75.25.

Le marché du comptant demeure très actif. Les capitaux s'occupent des valeurs qu'on leur offre et qui sont en cours de placement ou en cours d'émission. Les demandes sont très nombreuses sur les Bons privilégiés de l'Assurance financière, remboursables à 2,500 francs, et qu'on peut encore se procurer jusqu'à 500 francs de prêt. Le 31 juillet, au prix net de 420 francs, en s'adressant à la Société Générale française de crédit, 17, rue de Londres, à Paris.

C'est samedi que s'ouvre, à la Banque du Midi, la souscription aux 17,500 obligations de la Compagnie d'Ais au Rhône et à la Méditerranée. Ces obligations sont remboursables à 500 francs; elles ne coûtent que 290 francs et rapportent 15 francs d'intérêt par an. L'acheteur réalise une économie de 100 francs par titre sur le prix des valeurs similaires de nos compagnies françaises de chemins de fer.

On recherche à 475,75 les obligations des chemins Brésiliens. C'est une affaire toute française par le personnel du conseil d'administration. Ce titre rapporte 25 francs net d'intérêt par an. Au taux de capitalisation des fonds d'Etat du Brésil sur le marché de Londres, l'obligation vaudrait 495 francs.

Il y a des achats excellents sur la Foncière Austro-Hongroise à 315. Les actions de la Fondiaria-Vie, sont demandées à 510. La progression des affaires de cette Société est très-rapide. La Réassurance (Cie française de Réassurance), est tenue à 715. Les bénéfices du premier exercice comprenant une période de 6 mois ont dépassé 920.000 francs.

Nous engageons tout particulièrement nos lecteurs à mettre en portefeuille aux prix actuels les actions de la Banque d'Escompte, de la Banque hypothécaire, et de la Société Générale française de Crédit.

A. BALLERO.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE
DEUXIÈME EMPRUNT COMMUNAL

de 500 millions

EN OBLIGATIONS DE 500 FR. 3 0/0

AVEC LOTS

Entièrement conformes au type des Obligations communales émises le 5 août 1879.

Les titres consistent en Obligations de 500 francs 3 0/0, remboursables en 60 ans, ayant droit à 6 tirages annuels de lots les 5 février, 5 avril, 5 juin, 5 août, 5 octobre, 5 décembre. Chaque tirage comporte :

1 obligation remboursée par 100,000 fr.	25,000 fr.
6 obligations remboursées par 5,000 francs, soit	30,000 fr.
45 obligations remboursées par 1,000 francs, soit	45,000 fr.
Ce qui fait 53 lots par tirage, pour	200,000 fr.
et 318 lots par an pour	1,200,000 fr.

Le deuxième tirage a eu lieu le 5 Juin 1880
Le troisième aura lieu le 5 Août 1880

Les intérêts des obligations sont payables les 1er mars et 1er septembre, à Paris, au Crédit Foncier et dans les départements, dans toutes les Recettes des finances.

Les titres sont délivrés sous forme d'obligations définitives, au fur et à mesure des demandes et moyennant le paiement immédiat de la totalité du prix d'émission, fixé à 485 francs.

Les demandes sont reçues :

A PARIS : au Crédit Foncier de France, rue Neuve-des-Capucins, 19;

DANS LES DÉPARTEMENTS : chez MM. les Trésoriers-Payeurs généraux et les Receveurs particuliers des Finances.

ÉCONOMIE SÉRIEUSE

Gardez vos Fourrures, Plumes, Lainages, Tentures, etc. L'Insecticide foudroyant préserve infailliblement des mites, teignes, etc. E. Galzy, fabric., 28, Bugeaud, Lyon. Le kilogr., 12 fr.; 100 gr. par la poste, 1 fr. 95.

MALADIES DES FEMMES

M^{ME} CHRÉTIEU

DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS traite les maladies des femmes par une méthode toute spéciale. A la suite de longues et incessantes recherches scientifiques, elle est arrivée à traiter avec grand succès la Stérilité et ses diverses affections. M^{ME} CHRÉTIEU compte vingt années de succès qui dépassent toutes les prévisions et assurent à son traitement une immense supériorité sur toutes les méthodes connues jusqu'à ce jour. — Analyse des urines.

CONSULTATIONS TOUS LES JOURS

DE MIDI À QUATRE HEURES

9, rue Bourbon, au 1^{er}, au-dessus de l'entresol, Lyon

EAUX MINÉRALES

Françaises et Étrangères

Pharmacie des Célestins, pl. des Célestins, 5
E. MAUGUIN Pharmac. successeur de A. SANTENA
Produits au gluten p^r les diabétiques

INSECTICIDE FOUROYANT

Destruction infaillible des

CAFARDS

E. GALZY 28, rue Bugeaud, Lyon.
Le kilogr., 42 fr.; 100 gr., par la poste, 4 fr. 95.

MAISON D'ACCOUCHEMENT

Seins D accouchement

M^{ME} DUPORT

TIENT DES PENSIONNAIRES

Lyon, 31, rue Centrale, 31
(Ecrire franco).

EN VENTE A L'AGENCE DE PUBLICITÉ
14, rue Confort.

PETIT GUIDE DE L'ÉTRANGER

Lyon. — Imp. LABAUME, c. Lafayette, 5, A. ALRI Y, m.

Etude de M^e RUBY, avoué à Lyon, rue Centrale, 48

VENTE PAR LICITATION

A LAQUELLE LES ÉTRANGERS SERONT ADMIS

En l'audience des criées du Tribunal civil de Lyon, au Palais de Justice, place de Roanne

EN UN SEUL LOT

D'UNE

GRANDE MAISON

Sise à LYON

Quai Saint-Vincent, 36, rue Saint-Benoît, 1 et 3

Et rue de la Vieille, 1

COMPRENANT PLUSIEURS CORPS DE BATIMENTS

Séparés entre eux par Cour et Jardin

D'une superficie de 3126 mètres 97 centimètres carrés

ADJUDICATION au SAMEDI 21 AOUT 1880, à midi

Mise à Prix. 300.000 fr. »

Revenu brut. 21.943 fr. 40

Outre la location du cinquième étage à agencer

NOTA. — Pour les renseignements, s'adresser à M^e RUBY, avoué poursuivant, et à M^e CHAPUIS et BERYARD, avoués coadjuteurs, et, pour voir le cahier des charges, au Greffe du Tribunal civil de Lyon, où il est déposé.

Pour extrait : A. RUBY.

JE
guérir vite et à peu de frais
toutes les maladies de la Poitrine,
de l'Estomac et des Viscères, (de
nature) les plus rebelles (de
mi à six heures) DUMONT, médecin
spécialiste, rue Rochecorbon, 84, Paris.
Traitement par correspondance.

Pharmacie LANGLADÉ & AUGUET, rue Thomassin, 8.
NÉURALGIES, MIGRAINES, MAUX DE TÊTE
Guérison rapide et sûre par
la Poudre Antinévralgique de G. Langlade

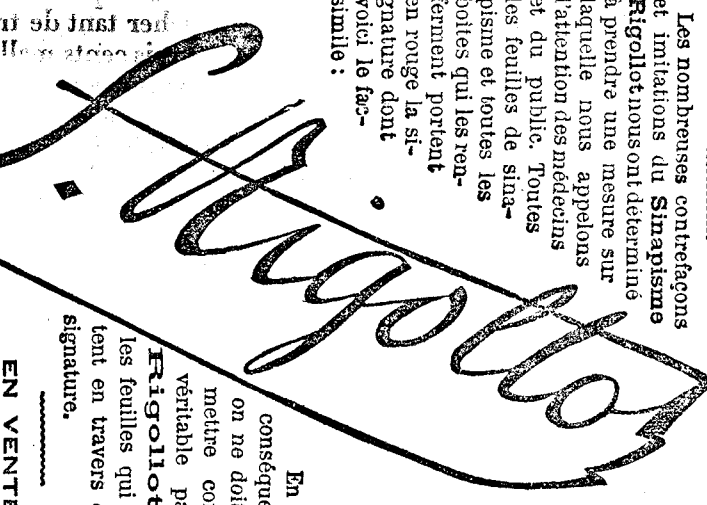
CHOCOLAT-MÉNIER
Sont reçus exclusivement
A
L'AGENCE DE PUBLICITÉ
14, rue Confort, LYON
les ABONNEMENTS à la
PUBLICITÉ DES OMNIBUS
DE LA
Compagnie Lyonnaise

Avril Important

Les nombreuses contrefaçons et imitations du Stigmatisme Rigolot nous ont déterminé à prendre une mesure sur laquelle nous appelons l'attention des médecins et du public. Toutes les feuilles de Stigmatisme et toutes les boîtes qui les renferment portent en rouge la signature dont voici le fac-similé :

En conséquence, on ne doit admettre comme véritable papier Rigolot que les feuilles qui portent en travers cette signature.

EN VENTE dans toutes les bonnes Pharmacies.



1^{er} AN 90,000 Abonnés

Le Moniteur

Valeurs à Lots

(Paraît tous les dimanches, avec une Causerie financière du Baron Louis)

LE SEUL JOURNAL FINANCIER qui publie la Liste officielle des Tirages de toutes Valeurs françaises et étrangères

LE PLUS COMPLET DE TOUS LES JOURNAUX (SEIZE PAGES DE TEXTE)

Il donne Une Revue générale de toutes les Valeurs. — La voie officielle de la Bourse. — Des Arbitrages avantageux. — Le Prix des Coupons. — Des Documents inédits.

PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FRANÇAISE DE CRÉDIT. — Capital : 30,000,000 de fr.

Abonnements dans tous les Bureaux de Poste : UN FRANC PAR AN, et à Paris, 17, rue de Londres.

CATÉPES

DES

COURTES

TOUTES

LES BOTTES

DOIVENT ÊTRE

SCÉLÉES PAR DEUX BANDES

PORTANT LE NOM :

TREBUQUENET

Éviter

LES IMITATIONS DU TITRE

OU DE L'ÉTIQUETTE

CAFÉ DES GOURMEIS

TREBUQUENET & FILS

ARÔME CONCENTRÉ

ÉCONOMIE ET FORCE

On prend pour 30 la Boîte de 1/2 litre de l'Étiquette

USINE A VAPEUR 25 COURS DE VENISE A PARIS

Articles de Luxe et de Fantaisie

M^{ON} CASSET

Rue de la République

Rue de la République

(EX-RUE DE LYON)

(EX-RUE DE LYON)

MAROQUINERIE — EVENTAILS

Bijouterie. — Tabletterie
Sacs giletières. Necessaires garnis
Ébénisterie artistique
Porte-Bouquets. — Passe-Partout
Chapelles. — Petits Bronzes
Albums, Souvenirs, Porte-Monnaie
Caves à Liqueurs

PORTE-CIGARES en CUIR de RUSSIE

ENVOI GRATIS ET A TOUT LE MONDE

de l'indication, avec preuves irrécusables, d'une formule infaillible pour guérir, en secret et à peu de frais, les écoulements récents et les plus invétérés. Ecrire à EYMIN, à Vienne (Isère), pour ne jamais plus rien avoir à redouter de ce fléau.

DÉPURATIF DU SANG

Le Sirop concentré de Salsepareille QUET a guéri toutes les Maladies contagieuses; Dartres, Syphilis, Ulcères, Gonorrhées, Boutons, Rougeurs, Démangeaisons, Douleurs, Goutte, Rhumatismes, toutes les éruptions de la peau, vices du sang, etc. Ce médicament agit en toute saison et dispense de tisanes.

S'adresser, à Lyon, à la Pharmacie de Ph. QUET, rue de la Préfecture, 5. Même Pharmacie : Pomme de soufre pour les yeux. Prix : 2 fr. — Ecrire infailliblement contre les maux de dents. Prix : 2 francs.

ALLEVARD

(ISÈRE)
Altitude 475m. — Excellent climat
Riche vallée.

Vaste établissement d'Eaux sulfureuses. — Spécialité d'inhalation gazeuse sulfhydrique froide. — Traitement de la phthisie, laryngite, bronchites, granulations, engorgements, catarrhes, asthmes, ophtalmie, maladies des os, de la peau et de l'utérus, lymphatisme. Belle Eglise, Temple, Télégraphie, Théâtre, Salons de jeux, de lecture. Envoi de notices médicales (franco), s'adresser à M. M. PORTE, directeur.

AU LABOUREUR

Maison recommandée pour la bonne Fabrication des CHAUSSURES POUR HOMMES, DAMES, FILLETES ET ENFANTS

BON MARCHÉ

ÉLÉGANCE

ET

SOLIDITÉ

Hommes 12fr

Femmes 8fr

Maison CASSET, rue de la République, 32 (EX-RUE DE LYON)